

ANARCHO SYNDICALISME

ISSN 1240-0009
CCPAP 0926 S89086

... Agir au lieu d'élire ...



Edito

- De l'impuissance politique.

Monde du travail

- Le LEAN et toyotisme.

- Solidarité avec les travailleurs, Russes et Ukrainiens de Orange Fox.

- Semaine internationale contre les salaires impayés.

- Non à la destruction de notre système de santé.

Société

- La guerre n'est pas inéluctable.

- Alimentation, logement ... Contre la vie chère.

- Contre la guerre féroce.

Repères

- Algérie : 100 ans de résistance et d'insurrections.

International

- Centre fermé: ni à Jumet, ni ailleurs !

- Inondations en Espagne.

- La tribu et l'état .

2 EUROS /// N°189
NOV - DEC 2024

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

De l'impuissance politique ...

" Je ne fais pas de politique ". C'est le genre de réplique que l'on entend couramment dès qu'on essaye de lancer une conversation sur un sujet politique.

Si l'on prend au pied de la lettre ces paroles, les personnes qui affirment ne pas faire de politique se déclarent non concernées par la chose publique et par les affaires du monde en général. Cet aveuglement volontaire et ce refus de débattre, me laissent pantois car notre planète est aujourd'hui à feu et à sang, notre survie même est menacée par des guerres, des crises écologiques, l'épuisement des ressources, l'effondrement de la biodiversité (et j'en passe), toutes crises qui sont directement les conséquences des actions de l'homme, de sa poursuite incessante du profit, de sa volonté de puissance et de domination, motivations qui sont les moteurs du système capitaliste. L'état du monde et de la société sont donc bien la conséquence directe des actions humaines ; c'est bien notre façon de gérer la planète qui est en cause et comme les catastrophes à venir affecteront sans distinction tous les humains sur toute la planète, il est en fait impossible pour une personne lucide de se dire indifférente.

Si tant de gens adoptent la stratégie de l'autruche et refusent de s'impliquer activement, c'est parce que ces individus se sentent totalement impuissants, font confiance à leurs dirigeants politiques et croient dans les vertus de ce système économique. Pourtant ce sont bien les choix fait par les dirigeants politiques (quels qu'ils soient) et les propriétaires des moyens de production qui nous ont amené au bord du précipice. Mais l'immense majorité des citoyens - parce qu'on ne cesse de le lui rabâcher - est persuadée que la démocratie consiste simplement à déposer de temps à autre un bulletin dans une urne et fait confiance à ses élus. Cet acte qui permet aux citoyens de se décharger du souci de gérer les politiques publiques c'est à dire leurs affaires sur une minorité de professionnels est présenté par les institutions comme la preuve de leur esprit démocratique. Les électeurs le valorisent comme une conquête et la preuve qu'ils maîtrisent leur destin. Mais ce ne sont là que des illusions car les élus font ce qu'ils veulent, gèrent et organisent le monde en fonction de leurs intérêts propres et de ceux de leurs amis, les propriétaires des moyens de production.

Comme par ailleurs le pouvoir rend fou, fait gonfler démesurément l'égo des dirigeants et que tout individu nanti d'un pouvoir va prioritairement chercher à le faire grandir démesurément, il ne faut pas s'étonner si des élus prennent des décisions catastrophiques.

Dans une époque révolue ici, les pouvoirs politiques s'appuyaient sur les religions pour conforter leur pouvoir et maintenir les individus dans la peur. La répartition inégalitaire des fortunes et des pouvoirs était alors présentée comme voulue par la divinité et donc immuable. Dans ces régimes, les personnes se soumettaient volontairement aux diktats du tyran. Les pouvoirs des divinités n'étant plus aujourd'hui suffisants pour maintenir les populations sous le joug de leurs dirigeants, ils ont « inventé » une nouvelle divinité, le suffrage universel, qui permet à peu de frais d'obtenir la paix sociale. En échange de pouvoir choisir leurs dirigeants, les populations doivent accepter d'obéir et se soumettre.

Mais cette sorte de contrat est en fait un marché de dupes, car en acceptant de confier par le biais des élections à ces dirigeants le soin de gérer les affaires publiques, ils se retrouvent totalement à leur merci, et abandonnent entre leurs mains la maîtrise de leur destin. Ce système électoral aboutit en fait à la division de la société en deux : d'une part une classe constituée de politiciens tenant les manettes de l'appareil d'Etat alliée aux propriétaires de l'appareil de production et d'autre part une classe d'exploités dont le rôle se réduit uniquement à celui de consommateurs, de travailleurs et d'électeurs. Consomme, travaille et ferme là. Leur droit de vote ne leur donne qu'une impression très fugace de liberté, le temps qu'un bulletin met pour tomber au fond de l'urne et que leurs illusions s'effondrent.

Leur situation de soumis explique leur dépolitisation, le sentiment d'abandon et d'impuissance qu'ils ressentent, toutes choses qui les rend

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT , 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 189 / NOV - DEC 2024 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 18 Decembre 2024 sur les presses
d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban - directeur de la publication : Entremond

Nicole

Diffusez
Anarchosyndicalisme! Pour
recevoir des numéros de
diffusion, prenez contact
avec nous.

Pour tout problème
d'abonnement:
contactez nous directement
par mail:
contact@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le
journal du réseau de la
CNT AIT. Ce journal est
rédigé, mis en page,
assemblés par des militants
Anarchosyndicalistes,
salariés ou chômeurs, après
leurs heures de travail. Il ne
reçoit aucune subvention.

Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy, 31000
Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanence tout les
samedi de 17 H à 19 H

Mails:
@cntaittoulouse
@chats.noirs.turbulents
(Paris)
perpignan@cnt-ait.info
initiative.03@cnt-ait.info
[@CNTAIT \(Paris\)](https://cntait03.wordpress.com)
initiative CNT-AIT grand
ouest (Bretagne, pays de
Loire) écrire au journal
essonne@cnt-ait.info

très facilement influençables et manipulables. Cette masse d'électeurs en déshérence constitue donc une cible de choix pour tous les politiciens populistes de droite ou de gauche qui vont chercher par tous les moyens à gagner leurs suffrages. La victoire électorale de Trump aux États Unis, la montée des extrêmes droites partout dans le monde en sont un siècle après les prises de pouvoir de Mussolini et Hitler de nouvelles preuves. La dépolitisation des populations constitue donc un double danger, d'une part en laissant les mains libres à des politiciens uniquement préoccupé de satisfaire leurs ambitions et d'autre part en facilitant l'arrivée au pouvoir de malades mentaux assoiffés de pouvoir.

Que le monde soit aujourd'hui au bord du précipice n'a donc rien d'étonnant et seul un sursaut, une véritable révolution sociale, aboutissant à l'instauration d'un véritable système de démocratie directe, c'est à dire à la gestion de la société par les gens concerné eux même, permettra d'éviter l'effondrement.

**L'élection provoque l'impuissance
politique et peut entrainer la mort
de votre esprit critique !**

Ne commencez jamais !

CNT-AIT contact@cnt-ait.info

POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

– une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire – en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

– et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

– Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

– En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

Le LEAN et toyotisme où l'esclavage moderne et scientifique

Article issu du bulletin numéro 4 de Comité d'Usine, bulletin des travailleurs anarchosyndicalistes de l'aéronautique

On entend de plus en plus parler dans nos entreprises du Lean Management. Cette forme d'organisation de la production apparue il y a déjà quelques années au Japon, a gagné le monde entier, notamment dans les industries automobiles, et à fortiori dans l'aéronautique. Mais de quoi s'agit-il au juste ?

Inspiré du système de production de Toyota, le Lean Management est une méthode de gestion et d'organisation du travail qui vise à améliorer les performances d'une entreprise et, plus particulièrement, la qualité et la rentabilité de sa production. Cette forme de production qui apparaît sous forme de théorie en 1962, mis au point par l'ingénieur Taiichi Ono, consiste à réduire le gaspillage, maintenir une qualité optimale tout au long de la chaîne de production, éviter les offres excédentaires (c-à-d ne pas produire plus que la demande), prendre en considération l'avis des opérateurs, production à flux tendu et zéro stock, améliorer le système de façon continue, en une dynamique interne qui intègre tous les acteurs concernés de l'ouvrier à l'ingénieur. Le terme lean en anglais veut dire « sans superflu » ... mais aussi « maigre ». Car c'est bien d'une cure d'amaigrissement qu'il va s'agir ...



Cette organisation de la production, désormais adoptée dans toutes les entreprises du secteur aéronautique, est managée par des cost-killers de la réduction des coûts de production. Cela signifie des licenciements en série ici et des usines « Low-Cost » là-bas, généralement dans des pays en voie de développement notamment en Afrique du nord ou en Europe de l'est, là où les travailleurs cravachent plus et pour moins cher qu'en Europe occidentale ou aux USA, au détriment parfois de la qualité.

Ce système repose sur trois éléments essentiels le flux-tendu/juste à temps, l'organisation du travail en groupe, et un mode spécifique de mobilisation-contrôle des salariés fondé sur l'évaluation individuelle, ce qui permet de faire pression sur les ouvriers peu productifs (voire même récalcitrants !), considérés alors comme superflus. Le mode de production LEAN est quasiment toujours associé à la sous-traitance, et même la sous-sous-traitance, à l'éclatement géographique et technique des chaînes de production, en une cascade de fournisseurs et d'équipementiers.

Avec l'épidémie du COVID 19, ce qui faisait la force des chaînes de production mondialisées, devint leur principale faiblesse. On se souvient de la pénurie de masques pendant la première année de l'épidémie, pénurie criminelle résultante de la politique « zéro stock »

appliquée jusque dans les politiques sanitaires des Etats ... On a vu alors les Etats se comporter comme de vulgaires voyous, allant jusqu'à se voler les cargaisons de masques sur les tarmacs des aéroports. Cette gestion « zéro stocks », cette fameuse chasse aux coûts superflus après avoir envahi les entreprises privées a désormais contaminé le service public. Pas étonnant dans ce cas que l'hôpital public, l'école publique et l'administration soient dans un si piteux état.

Depuis des années, depuis le fameux « il faut dégraisser le mammoth » prononcé en 1997 par le socialiste Claude Allègre sous le gouvernement du Socialiste Jospin, en passant par la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) de Sarkozy en 2007, puis les « réformes » successives sous Hollande puis Macron, les gouvernements ont appliqué comme méthode de gestion ce fameux toyotisme pour la réduction à l'extrême des coûts, en réduisant au maximum du maximum les dépenses des services publics. Les syndicats pourront toujours râler, mais c'est en même temps ce système qu'ils défendent toute l'année au nom du pragmatisme, en

collaboration avec le patronat. Dès lors, il ne faut pas s'étonner de la désertification des zones rurales où les vieux qui sont restés dans leur villages du fin fond de l'Aveyron ou du Gers, n'ont plus un seul médecin à des kilomètres à la ronde ni aucun guichet d'un service public quelconque.

Il est à noter que tout ce galimatias économique est notamment possible parce que les Etats sont tous - sans exception - capitalistes (même la Chine

soit disant communiste). Parce que le Capitalisme ce n'est pas uniquement le marché mais c'est aussi l'Etat. Ce dernier endosse en effet une certaine quantité de fonctions vitales pour le bon fonctionnement du marché, comme par exemple la garantie du circuit économique, le pouvoir de répression, la régulation des conflits salariés / patron/nes, de la lutte des classes en général (l'Etat est bien aidé en cela par la domestication des syndicats) ...

Pour en revenir dans la vie réelle, parlons un peu de ce monde merveilleux, bienveillant et démocratique qu'est le monde de l'entreprise, notamment dans l'aéronautique, où le système de production LEAN fonctionne de pair avec le syndicalisme d'accompagnement mais réellement patronal.

Dans l'entreprise où je bosse, il y a certains postes, qui ne demandent pas un grand savoir technique, par exemple tout ce qui concerne l'ébavurage des pièces. Et généralement c'est souvent les personnes les plus fragiles socialement qui sont affectés à ces corvées.

Un collègue, qui travaille dans cette boîte depuis 25 ans, y travaille à son rythme. Si jusque-là cela ne posait pas de problème ni à ses collègues ni au management, depuis que la mode est au « lean », le management a jugé que ce rythme était insuffisant avec le niveau de

productivité attendu par les actionnaires, qui se foutent bien de notre santé ou de notre bien-être au travail et ne voient que leurs profits. D'autant plus qu'en face de lui un autre collègue qui lui travaille à la vitesse de la lumière, court dans tous les sens, est stressé et surtout à une trouille bleue des chefs, surtout si on le voit papoter. Depuis quelques semaines, le premier collègue est mis sur la sellette par la hiérarchie de l'usine. Il est convoqué « pour entretien » au bureau de la hiérarchie. Il

n'est pas seul dans son cas.

Entre collègues, les discussions vont bon train sur les convocations au bureau pour tous les gens "peu productifs". En discutant entre nous, on

parle du cas du collègue ébavureur qui court dans tous les

sens et met ses collègues – excusez-moi

l'expression – dans la merde. Du coup, certains

d'entre nous ont été le voir pour discuter avec lui, lui expliquer que son comportement mettait d'autres travailleurs dans des situations difficiles et pour lui demander de faire preuve de solidarité avec ses collègues. Surtout que cela ne changera rien à sa paye à la fin du mois. Mais il se trouve que le camarade-délégué syndical de FO passant par

là, a entendu cette conversation ... Il est alors parti comme une furie, en disant que demander à un collègue de ralentir la cadence pour sauver notre autre collègue, était ni plus ni moins que ... du harcèlement moral !!!

Mais les choses n'en sont pas restées là. Quelques jours plus tard, l'ébavureur super rapide a été convoqué au bureau à son tour. Là il est interrogé par le chef d'atelier, par le directeur

prod, et par la responsable ressources humaines, pour qu'il balance ceux

qui font du « harcèlement moral » afin qu'il ralentisse la

cadence. Pour l'aider, ils lui suggèrent des noms,

demandant si c'est telle ou telle personne. Bref, une liste «

noire », comme dans tous les régimes dictatoriaux, fascistes ou

communistes ...

La méthode LEAN, associée à la domestication syndicale, c'est pour le prolétaire le rétablissement de l'esclavage, mais sous une forme scientifique et rationnelle. Travail, travail, travail et ne sortez pas de là.

Mais les prolétaires n'ont pas dit leur dernier mot ... Même la nuit la

Parce que le Capitalisme ce n'est pas uniquement le marché mais c'est aussi l'Etat. Ce dernier endosse en effet une certaine quantité de fonctions vitales pour le bon fonctionnement du marché, comme par exemple la garantie du circuit économique, le pouvoir de répression, la régulation des conflits salariés / patrons et de la lutte des classes en général

Solidarité avec les travailleurs russes et ukrainiens de Orange Fox, en grève à Paris contre leur patron voyou !

Les travailleurs de Orange Fox Bike sont en grève pour exiger le respect de leur dignité de la part d'un patron voyou qui les exploite comme des esclaves. En effet, dans cette entreprise de location de vélos touristiques, les travailleurs exercent les fonctions de guide ou de mécaniciens sans contrat et sont payés au lance-pierre.

Ils exigent notamment un contrat de travail en bonne et due forme. Devant le refus du patron de respecter ne serait-ce que le minimum légal, les travailleurs ont décidé de passer à l'étape supérieure et occupent l'entreprise depuis une semaine. Ils s'auto-organisent en collectif, soutenus par des militants syndicaux, et réfléchissent même à un "après", sans patron.

Déjà, que des travailleurs osent se mettre en grève, osent faire face à leur patron, osent occuper leur entreprise, osent réfléchir à des solutions alternatives, est assez remarquable dans la situation actuelle de défaitisme et de morosité sociale.

Mais ce qui est tout à fait exceptionnel, c'est que ces travailleurs sont russes et ukrainiens ! Plutôt que se faire la guerre entre eux, ils pratiquent la solidarité, la solidarité de classe ! Ils mettent en pratique le vieil adage du mouvement ouvrier "pas de guerre, sauf la guerre de classe". Ils démontrent par leur action que les travailleurs ont les mêmes intérêts, et que leur ennemi n'est pas leur frère (ou soeur) de classe mais le patron qui les exploite.

Dans le local de l'entreprise de location touristique de vélo, les grévistes ont réalisé des pancartes. Elles expriment leur état d'esprit et égayent joyeusement les murs :



"russes et ukrainiens, un même ennemi le capital !"

Si vous voulez envoyer un soutien solidaire Initiative Olga Taratuta ouvre sa caisse de solidarité pour les compagnons grévistes d'Orange Bike. Vous pouvez faire un virement bancaire sur le compte suivant (en précisant Solidarite grévistes Orange Bike) :

IBAN : FR81 2004 1010 1603 1175 7H03 7 45 BIC : PSSTFRPPTO

Titulaire du compte : CNT-AIT

Banque : Banque Postale

(Merci d'envoyer un email à contact@solidarite.online pour nous informer du virement bancaire)

Vous pouvez adresser également votre solidarité par chèque à l'ordre de CNT-AIT, mention « Solidarité grévistes Orange Bike » au dos, à adresser à Olga Taratuta c/o CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE

Semaine internationale contre les salaires impayés : une semaine ordinaire dans la vie d'une organisation anarchosyndicaliste

Lors de son congrès de 2019, les sections de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), le réseau international anarchosyndicaliste, ont proposé d'organiser lors de la seconde semaine d'octobre une semaine internationale de lutte contre les salaires impayés. Chaque section est invitée lors de cette semaine à faire campagne sur ce problème qui touche un très grand nombre de travailleuses et de travailleurs dans leur quotidien.

Pour la CNT-AIT, la section en France, cette semaine est une semaine comme les autres, car la lutte contre les salaires impayés c'est toute l'année. Coup de projecteur sur une semaine de lutte dans la vie d'une organisation anarchosyndicaliste.

Mi octobre, notre syndicat de Toulouse est contacté par Mamadou. Il travaille dans le secteur du nettoyage. Ses chantiers sont loin de chez lui, avec des horaires très tôt le matin. Il n'y a pas de transport public à cette heure-là, donc il est obligé d'utiliser sa voiture personnelle. Sa voiture on s'en doute, n'est pas un SUV électrique. Elle est hors d'âge, diesel et ne respecte pas les critères de non pollution Mais elle coûte quand même cher à entretenir. Après des années de bons et loyaux services, elle a fini par rendre l'âme. Mamadou ne peut donc plus se rendre sur ses chantiers. Son patron menace de le licencier. Il nous demande de l'aider pour plaider son cas auprès du patron. Après l' avoir écouté, des compagnons se mettent en recherche d'informations juridiques. Nous ne sommes pas des avocats professionnels, mais avec l'expérience, nous avons quelques réflexes. Nous récupérons la convention collective de la branche de Mamadou. Nous découvrons que le patron a abusé, lourdement et depuis des années. En effet, il est dit dans la convention collective que si les chantiers sont à des horaires où il n'est pas possible de prendre les transports en commun, obligeant le salarié à prendre son véhicule personnel, le patron doit lui verser une indemnité pour l'entretien de son véhicule. De plus, si le salarié se déplace entre plusieurs chantiers dans la même journée, ce qui est le cas de Mamadou, ces déplacements doivent être comptés comme du temps de travail et doivent être payés. Bien entendu, cela n'a jamais été le cas, le patron ne les a jamais payés. On est donc dans un cas flagrant de vol de salaire de la part du patron. Nous recontactons Mamadou, pour l'informer de ses droits légaux. Nous lui proposons de l'accompagner dans sa démarche pour qu'il ne soit pas seul face au patron. Mamadou nous remercie pour les infos, mais décide de discuter en tête à tête avec le patron, sans nous. Nous lui laissons la décision de sa stratégie, c'est sa liberté de choix, et nous l'assurons que nous serons là si besoin. Une semaine plus tard, Mamadou nous informe qu'il a pu discuter avec son patron, que grâce à nos informations il a pu obtenir d'être affecté sur un chantier de jour, auquel il peut se rendre en transports en commun. Il nous remercie chaleureusement pour l'aide que nous lui avons apporté. Et la réclamation de l'argent que le patron a économisé sur le dos de

Mamadou toutes ces années ? Il préfère garder son travail actuel et ne pas les demander plutôt que de prendre le risque de mécontenter le patron en étant trop vindicatif et prendre ainsi le risque de se faire licencier.

Toujours à la même période, les compagnons du syndicat de Paris sont contactés par un travailleur agricole saisonnier. Il a fait les vendanges mais il estime être sous-payé par rapport au travail qu'il a réalisé, surtout s'il compare avec ce qu'ont touché ses autres collègues pour un travail équivalent. Il n'a pas reçu de contrat de travail, ni de fiche de paye ou d'attestation « France travail ». La situation est « classique » : le saisonnier a été recruté par un « rabatteur » qui ensuite l'a mis à disposition avec d'autres saisonniers auprès de différents patrons de « châteaux », chez qui ils travaillent le temps des vendanges. A priori, si les dires du saisonnier se confirment, il s'agit là aussi d'un vol de salaire direct et indirect (non paiement de cotisations sociales). Après un examen du dossier et des pièces envoyées par le saisonnier, notamment les relevés d'heure, un compagnon du syndicat prend contact avec le « rabatteur ». Nous demandons les documents légaux. Au bout de 24 heures, nous les recevons par internet. Les cotisations ont bien été payées. Le rabatteur nous dit que c'est un problème de mauvaise organisation si ils n'ont pas été

L'anarchosyndicalisme n'a pas pour finalité de faire respecter le droit bourgeois, il a pour finalité d'abolir le droit bourgeois.

transmis dans les temps ... A priori, il n'y a des documents que pour deux des trois châteaux pour lequel le saisonnier a travaillé. Comme par hasard, il manque la fiche de paye du Château qui a sous-payé le saisonnier ... Cependant, cela va être difficile d'intervenir *a posteriori* : les vendanges sont finies depuis longtemps, donc pas moyen de faire pression sur l'employeur pour le forcer à payer. Et un procès aux prudhommes cela prendrait de longs mois voire années, avec des frais de procédures qui couteront plus cher que les quelques centaines d'euros manquant. Le patron le sait pertinemment, c'est pour cela qu'il abuse.

Le saisonnier nous dit qu'il a bien essayé de mobiliser les autres vendangeurs pendant la récolte, car il avait noté des abus de la part des employeurs et surtout un système de calcul du rendement des vendanges pour le moins opaque (pas d'enregistrement des quantités récoltées, alors que les saisonniers sont censés être payés au poids). Mais les autres vendangeurs ont refusé de se mobiliser : l'un d'entre eux, le « chef » du groupe, a dit qu'il ne voulait pas faire la révolution mais



gagner de l'argent. Les autres ont expliqué qu'ils avaient besoin de cet argent pour leur famille, ou pour se payer les réparations de leur camion et donc qu'ils ne pouvaient pas se permettre de faire grève.

CONCLUSIONS

Quelle conclusion tirer de ces histoires, sommes toutes banales pour un syndicat ? D'abord, on voit que pour de nombreux travailleurs, il n'y a plus vraiment d'esprit de lutte collective. On est souvent dans de la « débrouille individuelle ». Et même quand on s'adresse au syndicat, souvent c'est pour y chercher un soutien juridique, voire un avocat bon marché. Et une fois son cas réglé, le travailleur ne reste pas au syndicat pour y militer. C'est pour cela que nous ne faisons pas trop de publicité autour de la « semaine internationale contre les salaires impayés » : certes, cela pourrait faire venir à notre syndicat beaucoup de gens qui sont en recherche d'une aide juridique, car les abus des patrons sont très fréquents. Mais c'est quelque chose que nous ne recherchons pas : nous ne souhaitons pas devenir des experts juridiques ou des « avocats bon marché ». L'anarchosyndicalisme n'a pas pour finalité de faire respecter le droit bourgeois, il a pour finalité d'abolir le droit bourgeois. Nous ne nous battons pas pour les droits des travailleurs, nous nous battons pour la dignité des travailleurs, ce qui n'est pas exactement la même chose.

Par ailleurs, nous sommes opposés à toute forme de pouvoir ou de hiérarchie dans l'organisation, et entre les travailleurs eux-mêmes. Or, avec ce genre d'activité juridique, on dérive vite vers une spécialisation, entre d'un côté les experts du droit et de l'autre les simples travailleurs. Au nom de l'efficacité, les experts prennent alors le pouvoir sur les travailleurs qui tôt ou tard sont dépossédés de leur lutte. C'est ainsi que se mettent en place les bureaucraties. Les anarchosyndicalistes conséquents préfèrent donc encourager les luttes en action directe, c'est à dire menées par les travailleurs directement, sans intermédiaire qu'il soit élu syndical, avocat ou expert juridique.

Bien sûr on n'a pas toujours le choix, et nous ne refusons pas de faire de l'accompagnement juridique quand il n'y a pas d'autre choix, mais ce n'est pas dans cette stratégie que nous souhaitons investir nos moyens et nos forces, qui sont encore limitées.

Par ailleurs, l'action directe des travailleurs favorise l'action collective, alors que l'action juridique consiste le plus souvent à traiter des situations individuelles. Enfin, selon notre expérience, l'action juridique est souvent mise en œuvre alors que le travailleur concerné a déjà quitté l'entreprise. Il est donc assez difficile de faire pression sur l'entreprise pour obtenir réparation. Et si il faut passer par le tribunal des prudhommes, cela sera coûteux et long, pour un résultat non garanti.

Nous préférons appuyer les luttes collectives comme celles des secrétaires de l'hôpital Ducuing, qui se sont mises spontanément en grève cet été pour exiger le paiement de leur salaire à son juste niveau. Cependant, dans le cas des travaux hyper précaires, comme le nettoyage ou les travaux agricoles saisonniers, il est plus difficile de s'organiser que dans des entreprises où on a un contrat en CDI, car souvent les travailleur précaires ne se connaissent pas et ne sont ensemble que pour le temps limité d'un chantier, d'une mission d'interim ou d'une saison agricole. C'est pour cela que le travail de conscience de classe, le travail « idéologique » nous semble important à mener tout au long de l'année : faire prendre conscience aux travailleurs qu'ils partagent toutes et tous des intérêts en communs, quel que soit leur origine ou leur statut (CDI, CDD, interim, ...) ; que ces intérêts n'ont rien de commun avec ceux du patron, et que c'est par l'union et la solidarité qu'ils pourront se faire respecter. C'est seulement armés de cet état d'esprit combatif, qui s'acquiert en temps de « paix » qu'ils seront à même de faire face collectivement si un conflit éclate avec leur patron.

Des militants de la CNT-AIT

NON A LA DESTRUCTION DE NOTRE SYSTEME DE SANTE !

L'exemple de l'hôpital de Juvisy-sur-Orge (91260)

Eh bien, comme on pouvait s'y attendre, parce que cela était préconisé depuis fort longtemps, ce qui devait arriver est finalement arrivé : nous avons assisté à la fermeture du centre hospitalier de Juvisy Sur Orge au complet (avec la complicité de la municipalité comme des libéraux locaux), et ce après la fermeture de la maternité en premier lieu puis des urgences et au final de l'établissement lui-même, en date du 30 Juin 2024. Cela signifie que la ville de Juvisy est dorénavant dépourvue d'hôpital public.

La raison régulièrement évoquée quant à ces fermetures se basait sur des critères de « rentabilité ». Mais cela dit, hormis que théoriquement, un hôpital public n'est pas censé s'inscrire dans une

logique de rentabilité ni de gains de bénéfices, nous savons très bien pour notre part que d'une part, cela s'inscrit dans la politique de casse de ce qu'il reste du filet de protection sociale du dit « Etat-providence » (qui, au passage, a une longue histoire mais dont l'époque est révolue, d'autant plus que ce fût un épisode plus paralysant que catalyseur pour les luttes).

Depuis 40 ans, cette politique de casse – menée aussi bien par des gouvernements de droite comme de gauche – a consisté à détruire méthodiquement et petit à petit tout ce qui lui était lié, comme les soins aujourd'hui, après l'enseignement et plus récemment les retraites. L'existence de nos conquêtes sociales et nos droits démocratiques, arrachés par nos luttes collectives, sont incompatibles avec celle du système capitaliste et du règne de l'argent. Car le

8●●●●●Monde du travail●

capitalisme, et quoi qu'en disent ses adeptes en tout genre, et quel que soit sa forme (c'est-à-dire qu'il soit néo libéral, keynésien, social-démocrate, etc....) N'EST PAS FAIT pour assurer ni de véritables services sociaux ni encore moins assurer la satisfaction des besoins des travailleurs et du peuple. Le capitalisme est inscrit uniquement dans une seule logique et un seul objectif, à savoir celui de la rentabilité et du profit. Pour y arriver son maître mot est « rentabilité », et ce quand bien même il s'agit d'établissements publics.

Ainsi, même si la fermeture de l'hôpital de Juvisy est déplorable, cela n'a pour autant rien « d'accidentel » ni « d'aberrant » (même si bien sûr le capitalisme reste un système débile) : c'est le fonctionnement normal du capitalisme. Par définition, celui-ci est conçu pour fonctionner dans l'intérêt des maîtres capitalistes et de l'état bourgeois et non pas dans celui des travailleurs et de la population.

Autrement dit, si l'on souhaite bénéficier d'un authentique service social de soins de qualité, efficace et facilement accessible pour tous, il est nécessaire d'en finir avec le capitalisme. Il faut le laminer et mettre en place le socialisme libertaire, système authentiquement viable et conçu pour assurer la satisfaction des besoins de la population, de par les mécanismes de gestion directe par / pour la population, de propriété collective et commune des travailleurs, des personnels et des usagers du tissu médico-hospitalier, impliquant plusieurs possibilités comme la gestion démocratique du système de soins, l'attribution d'un véritable statut digne aux personnels de santé. Cela permettra d'accroître la qualité du système de soins, en plus de favoriser l'accès aux soins à / pour tous. Sans oublier la nécessité de stimuler la formation étudiante dans les domaines médicaux et paramédicaux pour accroître le nombre de personnels et mieux satisfaire les demandes des corps médicaux et paramédicaux. Il est impératif et urgent d'en finir avec ce système capitaliste pourri et son cortège de casse sociale, de destruction de conquêtes sociales et des droits démocratiques, de précarisation, etc.... alors si vous vous reconnaissez dans ces perspectives, rejoignez-nous et organisez-vous avec nous sans plus attendre. Et voici quelques mesures que nous pouvons exiger dans le cadre de l'organisation de notre riposte face à ce véritable vandalisme d'Etat qu'est la fermeture de notre hôpital :

- Expropriation et socialisation de tous les établissements de santé (hôpitaux, cliniques, dispensaires, laboratoires, chaînes de pharmacie, groupes médicaux et paramédicaux privés, groupes de produits pharmaceutiques, etc....) étatiques comme privés au profit de leur mise en propriété collective et commune des travailleurs et de la population sur ces structures de soins !
- Autogestion démocratique par les personnels soignants et divers de ces établissements et des unités de soins, en lien avec le contrôle salarié et populaire sur l'usage et la gestion de ces structures !
- Expropriation et socialisation des écoles et centres de formation privés / payants et abolition des logiques élitistes de tests et de concours pour l'accès aux formations médicales et paramédicales !
- Pour une politique de stimulation de la formation et d'accès à celle-

ci sans logique sélective ! Que chacun accomplisse la formation de son libre choix et au demeurant, multiplication des personnels professionnels de santé !

- Attribution d'un véritable statut professionnel et d'une rétribution correcte aux stagiaires comme aux professionnels reconnus !
- Création et développement d'établissements de soins, de maisons de santé et de pharmacies collectives (étant démocratiques, gratuites et autogérées) partout où cela est possible et où la demande se fait sentir, en tant qu'outils nécessaires pour concrétiser le droit aux soins pour tous et avec un véritable statut digne pour les praticiens de la santé !
- Pour un traitement de qualité et avec dignité des patients !
- Socialisation intégrale progressive et volontaire du système de soins !
- Gratuité totale dans l'accès aux soins médicaux comme paramédicaux !
- Politique libre, démocratique, anticapitaliste et en fait véritablement socialiste des soins de santé !

Texte issu du Bulletin des travailleurs de la santé « Un autre futur pour la santé ». Au sommaire : Non à la destruction de notre système de santé !, L'exemple de l'hôpital de Juvisy / Grève des secrétaires médicales de l'hôpital Ducuing (Toulouse) / Bref panorama historique de la santé anarchiste en Espagne / ESPAGNE : Participation de la CNT-AIT à la manifestation « sauvons le public ». Vous travaillez dans le secteur de la santé ? N'hésitez pas à nous contacter : sante-social@cnt-ait.info



La guerre n'est pas inéluctable

Cet article est basé sur le texte introductif à l'un des débats organisés à Auch le 9 novembre dernier lors de la journée anti-militariste organisée à Auch

Probablement du fait de la multiplication des conflits guerriers, la guerre est devenue un fait banal, vu comme inéluctable. Sans parler des sectes religieuses qui prolifèrent et voient dans la guerre une punition divine, nombre de personnes sensées la pensent comme un fait naturel, une conséquence inévitable de notre nature humaine, la violence étant selon elles inscrite dans nos gènes. Pour ces personnes donc, inutile voire impossible de lutter contre la guerre. Ces conceptions sont - pour un anarchiste - inacceptables et il se doit de les combattre rationnellement. Commençons donc par nous poser une question simple : Pourquoi y a-t-il la guerre ? Pourquoi en plein XXIème siècle y a-t-il encore tant de guerres ?¹

Très vite, on constate qu'il est quasiment impossible d'avoir une réponse nette car l'origine des guerres est très difficile à déterminer, se perd dans la nuit des temps, est toujours sujet à polémique interminable, chaque belligérant en rejetant systématiquement la responsabilité sur son ennemi en invoquant mille raisons historiques

ou géographique ou autre. Dans les années 1920, une formidable polémique avait éclaté pour savoir qui était à l'origine du déclenchement de la Grande Guerre de 14-18. Quand un journaliste a interrogé Clemenceau et lui a demandé ce qu'à son avis les historiens du futur penseraient de cette polémique, il a répondu : « je n'en sais rien mais ce dont je suis sûr, c'est qu'aucun historien ne dira qu'en 1914 la Belgique a envahi l'Allemagne ». S'il vivait encore, Clémenceau dirait sans doute la même chose du conflit actuel entre l'Ukraine et la Russie. Plus cynique, le stratège militaire prussien, Clausewitz disait que la paix n'était pour les états que la continuation de la guerre par d'autres moyens.

Reconnaissons que la paix est extrêmement rare, il y a toujours une guerre quelque part dans le Monde. La guerre la plus ancienne et elle dure encore aujourd'hui depuis 13 siècles, c'est la guerre commencée au septième siècle de notre ère qui oppose les chiites et les sunnites. Cette guerre continue traverse les frontières nationales. Son dernier avatar est au Yémen où les Houtis, des yéménites de religion chiite alliés à la République islamique d'Iran, qui cherche à propager le chiisme, s'opposent dans une guerre épouvantable (des dizaines de milliers de morts) à d'autres yéménites, mais sunnites, alliés à l'Arabie Saoudite sunnite également.

Rien d'étonnant donc si la guerre est considérée par nombre de personnes comme un fait inéluctable, quasi naturel qui existerait depuis les origines de notre espèce : l'être Humain serait guerrier par nature. Or contrairement à ces idées reçues, la guerre n'a pas toujours existé. Même à l'échelle de l'histoire de l'Humanité (à peu près 300 000 ans), on peut même dire que c'est un phénomène récent. Dans

l'imaginaire collectif on se représente la préhistoire comme des temps guerriers (« la guerre du feu »). Or selon la préhistorienne Marylène PATOU-MATHIS, rien ne permet de valider cette idée. Elle en donne une démonstration scientifique dans son livre « Préhistoire de la violence et de la guerre ». Si on connaît peu de choses de la vie des peuplades préhistoriques, l'étude de leurs ossements montre très peu de traces de violences, et il n'existe aucune scène de guerre dans l'art avant le néolithique. Dans son livre, elle explore les raisons qui ont transformé les sociétés de chasseurs cueilleurs préhistoriques en sociétés guerrières (sédentarisation, changements économiques, croyances, apparition des castes), changements tous datés justement du néolithique et qui donc verrait l'apparition de la guerre. Les études menées par des anthropologues des sociétés dites « primitives » (au sens de « premières ») qui existent encore sur notre planète confirment cette hypothèse. L'anthropologue Charles Mac Donald, qui a lui-même qui a vécu parmi certains de ces peuples aux philippines, dans son livre « l'autorité sans le pouvoir » nous dit qu'il existe de par le monde un grand nombre de peuples fondamentalement doux et pacifiques, des peuples qui refusent la guerre, qui préfèrent fuir, en quelque sorte désertier plutôt que de s'affronter à un envahisseur quelconque. Du coup, Charles Mac Donald en vient à dire que si l'être humain tel que nous le connaissons existe à peu près depuis 300 000 ans, la paix a régné dans l'Humanité pendant au moins 290 000 ans. Lorsque les européens



ont découvert des peuples qu'ils ont nommés « primitifs », ils les décrivaient comme des peuples sans roi, sans foi, sans lois. Sans rois, ils n'ont pas de chef qui commande, il n'y a pas de hiérarchie. Pas de foi, ce sont des peuples sans religion (mais pas sans croyances), donc sans pouvoir religieux. Sans lois, il n'existe que très peu de biens à s'approprier, ce sont des sociétés du partage. En bref ce sont des sociétés « anarchistes », anarcho grégaire nous dit Mac Donald.

Et nombre de ces peuples sont très doux, parfaitement pacifiques et refusent la guerre. Les récits des européens amenés à fréquenter ces peuples aux XVIème et XVIIème siècles le confirment et si Jean-Jacques Rousseau a décrit l'« homme primitif » comme naturellement bon, c'est probablement parce qu'il avait pris connaissance de ces témoignages.

On peut donc légitimement se poser la question : d'où vient leur pacifisme ? Pour que des personnes vivent ensemble, fassent société, il faut qu'il existe des liens entre eux et ce sont ces liens, des liens sociaux qui vont faire que la société va perdurer dans le temps. Charles Mac Donald nous dit qu'il existe deux sortes de liens sociaux : des liens forts et des liens faibles. Les liens forts ce sont des liens qui sont transcendants, des liens qui sont au-dessus de nous, des liens théoriquement immuables qui durent et qui sont très difficiles voire impossibles à rompre comme par exemple, l'Etat, le nationalisme, la religion, l'idée de race etc. Les liens faibles au contraire sont des liens que des individus nouent entre eux et qui ne dépendent que de leur volonté. Par exemple, les relations d'amitié, de camaraderie sont des relations que des individus nouent entre eux et qu'ils peuvent du seul

fait de leur volonté nouer ou rompre à tout moment. A l'inverse le mariage est un lien fort, deux personnes mariées doivent pour rompre leur mariage passer par l'Etat ou l'église et il y a encore peu de temps, ce lien était quasiment impossible à briser. Pour Mac Donald, les sociétés « primitives » sont des sociétés dont les membres sont liés entre eux uniquement par des liens faibles, ils vivent ensemble parce que chaque membre de cette communauté y trouve son intérêt. Les peuples « premiers » ne sont donc pas sujets aux guerres, puisqu'ils n'ont pas d'Etat, pas de chefs politiques, et qu'ils ne se pensent pas propriétaires du territoire sur lequel ils vivent. Nombre de ces peuples qui vivent réellement en anarchie ne connaissent donc pas le fléau des guerres.

Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne connaissent pas certaines formes de violence. En fait la guerre telles qu'on la connaît apparaît il y a à peu près 8 ou 9000 ans lors du néolithique. Le néolithique est une période assez longue de révolutions technologiques : naissance de l'agriculture, généralisation de la propriété, sédentarisation, création des villes et des premiers Etats-nations entre autre. Les villes s'entourent de murailles, des armées sont créées, les armes se développent : la guerre se généralise et terrorise les populations. Des bonnes âmes vont en conséquence essayer de limiter ses ravages. Ainsi au moyen âge, l'église va interdire la guerre certains jours (fêtes religieuses) ; de même certaines armes jugées trop mortifères vont être interdites (arbalètes par exemple qui permettaient à de simples manants de tuer des seigneurs malgré leurs coûteuses armures). A partir du XVIIème siècle, des penseurs vont émettre l'idée que pour en finir avec les guerres il faut développer l'entente entre les peuples et que le commerce y contribue, d'autre plus tard diront la même chose du sport, voire du tourisme. Ces propositions négligent le fait que ce ne sont pas les populations qui décident de se faire la guerre, que ce sont les pouvoirs institués - étatiques ou religieux - qui en décident. La seule responsabilité des peuples vient de ce qu'ils sont aliénés par des liens forts, qui les amène à se soumettre à leurs diktats. Guillaume de la Boétie avait dès le XVIème siècle dénoncé cette soumission volontaire des individus aux désirs absurdes de leurs maîtres. On ne dira jamais assez la force de ces liens qui oblige des gens pourtant sains d'esprit à se suicider pour par exemple défendre l'honneur d'un prophète décédé il y a plus de 1000 ans ou l'honneur fantasmé d'une patrie quelconque ou à vivre pendant des mois dans des tranchées sous des pluies de bombes et à sortir pour au péril de leur vie aller embrocher des personnes qu'ils n'ont jamais vue, jamais entendu, qui ne leur ont jamais rien fait.

A partir du XVIIIème siècle, toujours pour essayer d'en finir avec la guerre, des penseurs vont émettre l'idée d'institutions supra nationales pour régler les conflits entre les Etats avant qu'ils ne dégénèrent en guerres. L'abbé de Saint Pierre en 1713 publie un Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe. Il proposait une sorte de Congrès (Diète) des Etats européens ; certains y ont vu une anticipation de l'Union Européenne. Plusieurs autres auteurs vont proposer leurs solutions sur des thèmes semblables. Les plus célèbres

seront Jean Jacques Rousseau puis Kant qui, en 1795, publie un essai Vers la paix perpétuelle dans lequel il prescrivait un certain nombre de règles obligatoires, et en particulier une fédération de républiques. Toutes ces recommandations aboutiront à la création d'institutions supranationales, la SDN en 1919, puis l'ONU en 1945 avec le Conseil de sécurité ainsi que divers tribunaux. Malgré la mise en place à grand frais de toutes ces institutions supra nationales, ni le nombre des conflits dans le monde ni leur violence n'ont diminué. En réalité, les entités (étatiques ou para-étatiques) qui s'engagent dans un conflit armé sont prêtes à tout pour vaincre ; tous, absolument tous les moyens sont bons pour parvenir au but qu'elles se sont fixées. Peu importe les crimes, les massacres d'innocents, les destructions, les génocides, les crimes contre l'humanité ... la victoire permet d'effacer tout cela. La seule loi qui compte au final est celle du plus fort, celle que le vainqueur dictera, imposera. Les places et les rues des villes sont ornées de statues et portent le nom de massacreurs sanguinaires qui ne méritent que notre mépris.

En voulant nous faire croire que la guerre peut être civilisée, domptée, les dirigeants du monde entretiennent des illusions. Déjà en mars 1870, Mikael Bakounine avait dit l'impossibilité de la paix dans un monde divisé entre Etats, dans une brochure « L'ours de Berne et les ours de Saint Pétersbourg » sous-titrée « plainte patriotique d'un suisse humilié et désespéré ». Il y dit : « Le droit des gens, les traités qui règlent les rapports des Etats, sont privés de toute sanction morale. Ils sont dans chaque époque déterminée de l'histoire, l'expression matérielle de l'équilibre résultant de l'antagonisme mutuel des Etats. Tant qu'il y aura des Etats, il n'y aura point de paix. Il n'y aura que des trêves plus ou moins longues, des armistices conclus de guerre lasse par ces belligérants éternels, les Etats, et aussitôt qu'un Etat se sentira assez fort pour rompre cet équilibre à son profit, il ne manquera jamais de le faire. Toute l'histoire est là pour le prouver. » Et depuis 1870, l'histoire a malheureusement confirmé de la plus épouvantable manière, la prédiction de Bakounine.

En fait la guerre est aujourd'hui un des piliers essentiels de nos sociétés dites « modernes ». Toute une économie très importante (armement, fournitures diverses des armées, recherche etc.) dépend de la guerre et le système ne peut plus s'en passer. Pourtant la guerre n'a rien d'inéluctable. Elle n'est pas la conséquence d'une soi-disant nature humaine ; la violence n'est pas inscrite dans nos gènes, la science le démontre clairement. Ainsi le médecin Jean-David Zeitoun qui a étudié la violence chez les individus montre dans son ouvrage « Les causes de la violence » que la culture d'une société détermine la violence qu'elle héberge. La guerre donc n'est que la conséquence de la division des sociétés humaines en Etats antagonistes et l'on ne pourra l'éliminer qu'en supprimant les Etats et en créant une société anarchique.

1- Il y a actuellement une quarantaine de conflits guerriers recensés dans le monde impliquant d'une manière ou d'une autre une soixantaine d'états. Un tiers des états siègeant à l'ONU sont d'une manière ou d'une autre impliqués dans un conflit.

A partir du XVIIème siècle, des penseurs vont émettre l'idée que pour en finir avec les guerres il faut développer l'entente entre les peuples et que le commerce y contribue, d'autre plus tard diront la même chose du sport, voire du tourisme.

Alimentation, logement, santé, salaires de misère : contre la vie chère, organisons nous !

La vie chère est un sujet qui fouette notre quotidien à nous, les travailleurs et la population plus généralement. A un tel point qu'on peut se demander jusqu'où cela va aller. Cela dit, ce n'est pas une fatalité, car ce n'est que la conséquence d'un système complètement irrationnel, le Capitalisme.

Ce système n'est pas fait pour assurer la satisfaction de nos besoins, mais pour assurer les profits des possédants. Aussi, en luttant tous unis, nous pouvons faire reculer cette cherté de la vie aussi insupportable soit-elle, notamment en nous battant contre ses causes et les responsables. En ce sens, il nous semble nécessaire pour tout le monde, à commencer par ceux qui subissent cette cherté de la vie de plein fouet : les précaires, les salariés, etc. de se rassembler autour des axes suivants, pour commencer, et que voici :

STOP à la hausse des loyers. S'il le faut, menons la grève des loyers en refusant de les payer ! **ARRÊT TOTAL** de toute expulsion sans perspective de relogement. Organisons nous pour empêcher ces expulsions ! , **EXPROPRIATION** des immeubles détenus par des capitalistes et des monopoles, par des rentiers, par des banques, compagnies d'assurance, chaînes d'hôtellerie, etc.... Socialisation et propriété collective du patrimoine appartenant aux capitalistes !

STOP à la hausse des prix des produits de consommation quotidienne, avec la baisse ou le gel de ceux-ci ! **STOP** aux faibles salaires, à l'inflation et donc à la baisse du niveau de vie. Il faut pour cela commencer à abolir tous les impôts indirects et frappant la consommation, comme la TVA, en plus de se servir dans les coffres forts et les poches et patrimoines des maîtres capitaliste ! Etablissement d'une authentique justice fiscale par une véritable et équitable progressivité des impôts directs, réellement proportionnels aux revenus (dépassant un revenu de base), y compris les dividendes financiers, le patrimoine (hors premier logement) ...

STOP au parasitisme des maîtres capitalistes et de leurs intermédiaires ! La multiplication des intermédiaires, notamment pour l'alimentation, entre les paysans producteurs et les consommateurs, entretient une caste de parasite qui n'ont pour fonction que de faire augmenter les prix. Organisons nous pour revenir à des circuits de distribution plus simples et plus directs ! Face à la pauvreté et à la cherté des commodités, création et développement de coopératives alternatives de quartier et de ville (boutiques sans argent, boutiques équitables, peu chères, etc...) avec autogestion et mise en commun des outils et du matériel.

STOP aux dépenses qui consistent à faire acheter pour acheter et consommer plutôt que pour satisfaire les besoins ! (ce qui en plus détruit la Planète) Elaboration démocratique des besoins et mise en place d'un véritable système libre d'information sur les produits !

STOP aux privatisations et aux disparitions de services utiles à la

population, annulation des privatisations et développement de véritables services collectifs et sociaux accessibles à tous, gratuitement, et étant démocratiques et autogérés. **EXPROPRIATION** des grands laboratoires et sociétés pharmaceutiques, des hôpitaux, cliniques et dispensaires, maisons de repos, etc... privés. Socialisation de ces établissements, avec leur mise en propriété collective et sociale et accès gratuits aux soins, médicaux comme paramédicaux ainsi qu'aux médicaments ! Accès totalement **GRATUIT** aux soins et aux médicaments, ou à défaut, imposer leur remboursement intégral.

Accès totalement **GRATUIT** aux transports pour les travailleurs, les étudiants, les chômeurs et les retraités. **STOP** au système des amendes pour défaut de paiement dans les transports ! Annulation des amendes ayant déjà frappé des usagers ou sinon, grève du paiement des amendes !

Expropriations de toutes les banques **SANS EXCEPTION** ! Moratoire sur les dettes et crédits de ceux qui sont étranglés par les banques, ou annulation pure et simple de ceux-ci !

STOP aux dépenses militaires pour les aventures militaires de l'impérialisme français !

STOP les dépenses pour le parasitisme de l'Etat et de ses institutions bourgeoises et capitalistes (réception à l'Elysée, etc...) depuis les institutions « de base » (départements, régions, etc ...) jusqu'au sommet de l'Etat lui-même (cabinets ministériels, parlement, etc...).

Pour des actions générales de pratique de boycott et de refus de la cherté de la vie en général !

Tels sont les axes que nous vous proposons pour mener une campagne de combat contre la vie chère. Vous pouvez y ajouter vos propres propositions, nous faire part de vos suggestions, remarques ou commentaires. Cette campagne est ouverte à toutes celles et tous ceux qui en ont marre de la vie chère et veulent s'exprimer et agir. Pour cela, il suffit d'exprimer le souhait d'en devenir acteur et d'en discuter avec nous.

Pour nous contacter adressez-nous un email à essonne@cnt-ait.info



Contre la guerre, férocement !

A l'occasion du week-end du 11 novembre, les compagnons de la CNT-AIT d'Auch organisaient un après-midi de débat autour de la guerre et de l'antimilitarisme. Il s'agissait d'aiguiser notre esprit critique et d'entretenir la flamme de la résistance à la guerre, alors que la menace d'un conflit mondial redevient une réalité sensible.

Un compagnon a d'abord présenté l'œuvre de Jossot, caricaturiste anarchiste individualiste du début du XXème siècle. Son style est reconnaissable du premier coup d'œil : trait épais, légendes minimales, simplification maximale. Et surtout un esprit extrêmement caustique qui plus de cent ans après, continue de viser juste. Dans sa cible, tous les puissants y passent : le patronat, la bourgeoisie, l'armée, le gouvernement, la colonisation, la religion, etc. Son antimilitarisme est mordant. Pas étonnant qu'il ait été l'inspirateur et le modèle de Cabu, cet autre caricaturiste méchant mais pas bête. Car contre la bêtise, dont l'obéissance militaire est certainement le summum, comment ne pas être féroce ?



Ensuite un autre compagnon a proposé une réflexion sur les origines de la guerre, se basant notamment sur les travaux de l'anthropologue anarchiste Charles Macdonald et de la préhistorienne Marylène Patou-Mathis. Selon ces auteurs, la guerre est finalement une « invention » assez récente dans l'histoire de l'Humanité, et elle n'est pas inéluctable (ni « génétique ») comme un certain discours dominant, celui des puissants et du Pouvoir, voudrait nous le faire croire. Un résumé de cet exposé est publié dans ce numéro du journal.

Enfin, un compagnon de l'initiative de solidarité avec les déserteurs de Russie, d'Ukraine et du Belarus « Olga Taratuta », a présenté la situation du mouvement anti-guerre en Russie et des déserteurs en Ukraine. Il a également abordé la situation des déserteurs en Israël, au Soudan, en Birmanie ou en Haïti. (Cette présentation a été également donnée lors de l'émission « Si Vis Pacem » de l'Union Pacifiste sur Radio Libertaire. Elle peut être écoutée en ligne ici : <https://www.youtube.com/watch?v=Nb3toLOuNtg>) La présence d'un compagnon déserteur russe et de son amie réfugiée ukrainienne était le

témoignage vivant que malgré ces conflits qui déchirent l'Humanité, les actes de refus de la guerre – aussi minimes soient ils – et de fraternisation sont autant de raisons d'espérer.

Ces trois présentations ont donné lieu à des débats chaleureux et profonds avec les quelques 50 personnes qui ont passées tout ou partie de l'après-midi au Pop Circus qui nous accueillait. Les retours que nous avons des personnes ayant assisté aux conférences ont été très positifs. Certains étaient venus d'assez loin, Gilets jaunes du Lauragais, ou Chorale Rojaynegra de Saint Gaudens. La Chorale nous a d'ailleurs réjouis en animant les intermèdes entre les débats avec des chansons antimilitaristes, reprises en cœur spontanément par les autres participantes et participants.

L'Initiative Olga Taratuta, la CNT-AIT, la distro autonome ariégeoise et l'Union pacifiste tenaient des tables de presse.

La collecte solidaire ainsi que la vente de boissons de producteurs locaux (jus de fruits, bière) a permis de couvrir les frais d'organisation et même de recueillir un petit pécule pour l'initiative Olga Taratuta.

Une initiative réussie, dans le fond comme dans la forme, qui nous encourage à la renouveler.



Solidarité avec les travailleurs russes et ukrainiens d'Orange Fox, en grève à Paris contre leur patron voyou !



ALGERIE : cents ans de résistance et d'insurrections

A lors que nous commémorions en ce mois de novembre le 130ème anniversaire de l'anarchiste Mohamed SAIL, ainsi que le 70ème anniversaire du déclenchement de la guerre d'indépendance algérienne, le site actualité de l'anarchosyndicalisme vous propose une série d'articles autour de l'Algérie, et de ses cent ans de résistance et d'insurrections

1. MOHAMED SAIL, PIONNIER ANARCHISTE ALGERIEN (<https://cnt-ait.info/category/inter/algérie/msail>)

Une série d'article de et sur la vie et l'activité militante de Mohamed SAIL, insoumis déserteur de toutes les guerres, milicien pendant la révolution Espagnole, qui a passé un tiers de sa vie en prison pour ses idées et dont nous célébrons cette année le 130ème anniversaire

Un de ses premiers textes connu, publié il y a exactement 100 ans, en 1924, était un vibrant plaidoyer anticolonialiste. (Le calvaire des indigènes algériens (1924), <https://cnt-ait.info/2019/03/16/le-calvaire-des-indigenes-algeriens-1924>)

Mohamed SAIL fut dès 1923 un des animateurs du Comité d'action pour la défense des indigènes, de tendance clairement anarchiste. Les anarchistes furent sans doute la première organisation politique française à s'intéresser aux travailleurs nord-africains (Benjamin STORA : » «La gauche socialiste, révolutionnaire et la question du Maghreb au moment du Front populaire (1935-1938) »).

Dès 1930, avec la section algérienne de la CGTSR-AIT, il proteste énergiquement contre le centenaire de la colonisation. (<https://cnt-ait.info/2019/03/16/protestations-anarchistes-contre-le-centenaire-de-la-conquete-de-lalgerie-1930/>)

Antimilitariste acharné (il a été insoumis déserteur pendant la guerre de 14), il part quand même se battre pendant la Révolution Espagnole. Après avoir été nommé responsable du Groupe International de la Colonne Durruti, il est blessé et revient en France, où il reprend ses activités révolutionnaires et antimilitariste. Ce qui lui vaut de nouveau d'être emprisonné en 1938 ... suite à la révocation d'une peine avec sursis prononcée en 1925 alors qu'il protestait contre la guerre coloniale au Maroc ! De nouveau emprisonné à la veille de la seconde guerre mondiale il ne sort du camp d'internement qu'en 1941, mais refuse la main tendue par les anciens syndicalistes révolutionnaires passés au collaborationnisme.

Il reprend ses activités militantes à la sortie de la seconde guerre mondiale, participant à la création de la CNT-AIT en 1946. Il milite activement à la Fédération Anarchiste puis à la Fédération Communiste Libertaire. Il s'éteint en 1953, au terme d'une vie marquée par la lutte, avec ses grandeurs et ses vicissitudes.

2. EN MEMOIRE DE MARGUERITE ASPES, MILITANTE

DE LA CGTSR-AIT D'ALGER DES ANNÉES 30 (<https://cnt-ait.info/category/inter/algérie/maspes>)

Une série d'article autour de Marguerite ASPES, amie de Mohamed SAIL, militante anarchosyndicaliste et espérantiste à Alger dans les années 1930, victime de l'acharnement policier et stalinien.

3. Le Mouvement Libertaire Nord-Africain, MLNA (1951-1957) <https://cnt-ait.info/category/inter/algérie/mlna>

Des articles sur Fernand DOUKHAN, Léandre VALERO, et les activités des anarchistes et anarchosyndicalistes en Algérie dans les années 1950.

4. LA GUERRE D'ALGERIE : réfractaires et libertaires (<https://cnt-ait.info/category/inter/algérie/refractaires>)

Une série d'article sur les anarchosyndicalistes et les anarchistes et les réfractaires à la guerre d'Algérie, dont Pierre MORAIN, militant de la CNT-AIT et premier français emprisonné pour son soutien aux révolutionnaires algériens.

La pensée politique d'Albert Camus [Marin Progreso] <https://cnt-ait.info/2024/10/31/la-pensee-politique-dalbert-camus-marin-progreso/>

5. Les années 90, résistance dans la sale guerre (<https://cnt-ait.info/category/inter/algérie/1990>)

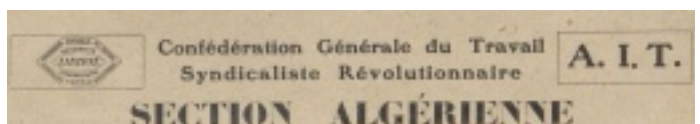
Des témoignages et des analyses sur la période noire qui a meurtri l'Algérie, entre Islamisme et Armée.

6. INSURRECTION ALGERIENNE (AROUCH / AARCHS) 2001 (<https://cnt-ait.info/category/inter/algérie/aarchs>)

Apologie pour l'insurrection des Aarchs et l'auto-organisation populaire

Les articles sur cette période ont été édités en brochure sous le titre : ALGERIE : 2001 - 2019, INSURRECTIONS POUR LA LIBERTE ET LA DIGNITE. La brochure est à télécharger : <https://cnt-ait.info/2019/07/19/algérie-2001-2019> ; envoi de la version papier sur demande (prévoir 8 euros pour les frais d'impression et d'envoi)

ALGERIE : LES MURS DE LA HONTE (<https://cnt-ait.info/2022/04/22/algérie-les-murs-de-la-honte>)



NOUVELLE BROCHURE : DE LA RÉVOLTE A L'AUTONOMIE AUTORITAIRE : Quand nous avons cru en la révolution zapatiste.

Pour célébrer comme il se doit les 20 ans de la création de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN), nous venons de coéditer - avec nos compagnons anarchistes mexicains une nouvelle brochure de démystification de l'intox néozapatiste.

Cette brochure est la troisième que la CNT-AIT (section française de l'Association Internationale des Travailleurs) diffuse sur le thème de l'analyse critique de la pratique et de l'idéologie du néo-zapatisme mexicain, lequel a fait irruption sur la scène politique et médiatique le 1^{er} janvier 1994 lors de la prise armée de San Cristóbal de las Casas, au Chiapas.

La première brochure que nous avons diffusée sur ce sujet, dès janvier 1997, était en fait un reprint de la brochure « Au-delà des passe-montagnes du Sud-Est mexicain », de Sylvie Deneuve, Marc Geoffroy et Charles Reeve et éditée par Ab Irato en juin 1996, dans la Collection Brève/météorite. Les sons de cloches qui nous arrivaient alors des contacts mexicains du réseau international de l'Association Internationale des Travailleurs auquel nous participons, nous semblaient fort différents des discours poético-mystificateur du Sub-Commandante Marcos. Comme nous étions assez peu sensible au spectacle des passe-montagnes fumant la pipe et que les exhibitions d'hommes (et de femmes) en armes ne nous impressionnaient guerre, nous n'avions jamais vraiment adhéré à la frénésie néo-zapatiste qui s'était emparé du mouvement radical européen, anarchistes et autonomes en tête. Aussi cette première analyse « à chaud » des compagnons d'Ab Irato nous semblait fort utile pour – malgré tout le spectacle – essayer de garder la « tête froide » et ne pas succomber à la tendance de la mode du moment. Cette impression fut confirmée par quelques voyages que des compagnons effectuèrent au Mexique – mais en dehors des circuits touristique-révolutionnaires organisés par l'EZLN et ses soutiens – entre 1997 et 2007, et qui nous permirent de nouer des liens avec des anarchistes mexicains.

Lorsqu'en 2021 l'EZLN annonça revenir en Europe pour son « Voyage pour la vie », visiblement tel un ancien groupe de rock essayant de ranimer la flamme de ses fans – notamment à gauche – il nous sembla important, en lien avec les Compagnons anarchistes mexicains, de démystifier ce qu'était réellement le néo-zapatisme. A savoir un parti de gauche comme les autres, avec ses leaders, sa hiérarchie, ses candidats aux élections politiques, et ses calculs politiques pour maintenir sa position dans l'équilibre des pouvoirs en place au Mexique. Nous avons alors traduit et édité – avec l'appui des compagnons de l'Union AnarchoSyndicaliste (UAS) de Monterrey et de certains compagnons de la FAM (Fédération Anarchiste Mexicaine) – différents textes de critique de l'EZLN et du néo-

zapatisme, du point de vue des anarchistes mexicains. Ceci afin qu' il ne soit pas dit en France et en Europe, on ne savait pas qui était et comment fonctionnait l'EZLN. Notre seconde brochure, intitulée « L'irradiation pornographique du néo-zapatisme, voix critiques anarchistes de la région mexicaine contre le spectacle de l'EZLN », titre emprunté à la préface à l'édition mexicaine de la brochure d'Ab Irato, fut envoyée à tous les groupes locaux en France qui avaient annoncé recevoir la délégation de l'EZLN, sans que cet envoi ne suscite a priori aucun débat public (même si nous savons que à certains endroits elle fut vertement dénoncée comme « néfaste à la cause »). Nous avons-nous-mêmes participé à l'une de ces réunions, organisée à l'été 2021 à la Cabane des Gilets Jaunes du Lauragais, pour y apporter notre pointe de vue et dans l'espoir (naïf) que puisse s'instaurer un débat avec les zapatistes présents. Hélas, il n'en fut rien. En 2021, comme cela avait déjà été décrit en 2005 par les anciens membres du Comité de solidarité avec les zapatistes d'Amsterdam, les représentants zapatistes dans ces « tournées » semblent absents, se contentant de lire des textes (écrits par d'autres) et refusant de répondre aux questions, surtout si elles risquent d'entraîner un débat contradictoire.

Par la suite, nous avons continué notre compagnonnage critique du néo-zapatisme avec des anarchistes mexicains. Cette troisième brochure est le fruit d'un échange avec Javier Herrera, qui nous a transmis une version actualisée en 2022 du texte qu'il a présenté au Second Congrès International des Chercheurs sur l'Anarchisme(s) à Montevideo, en 2019, et qui relate son expérience de près de 10 ans au sein du néo-zapatisme. Nous y avons adjoint la première traduction en français (à notre

connaissance) d'un texte analysant l'expérience des premières années (1994-1998) du Comité de solidarité d'Amsterdam avec les zapatistes. Ce texte décrit les mécanismes de manipulation (et d'auto-manipulation parfois), et on est frappé en lisant de reconnaître des manœuvres et des procédés que l'on rencontre bien souvent dans les milieux militants, même soit disant antiautoritaires. Nous espérons que ces textes et analyses contribueront, comme le propose Javier Herrera, à servir de base à la réflexion.

Des militantes et militants anarchosyndicalistes de la CNT-AIT

Pour Télécharger la brochure : https://cnt-ait.info/wp-content/uploads/2024/11/BRO_EZLN-2.pdf

Version papier disponible en écrivant à CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE, prévoir 8 euros pour les frais d'impression et d'envoi.

DE LA RÉVOLTE A L'AUTONOMIE AUTORITAIRE : QUAND NOUS AVONS CRU EN LA REVOLUTION ZAPATISTE



AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,
Tout les samedi de 17H à 19H.

Le Collectif des Travailleurs de
l'Aéronautique et d'Ailleurs
Organise régulièrement des réunions sur la
situation économique du secteur de
l'Aéronautique
facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte
Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT
Toulouse
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):
Continue ses actions en
faveur des réfugiés et notamment des mineurs
isolés. Nous avons besoin
de votre soutien ! Nous sommes aussi
demandeur de soutien sous forme de temps à
partager pour
nos activités, de fournitures scolaires ou produits
de première
nécessités.
solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com

SIA-toulouse@riseup.net
facebook.com/Solidarité-Internationale-
Antifasciste

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des
personnes qui se retrouvent dans
les principes, tactiques et finalités de
l'Anarchosyndicalisme, et
souhaitent commencer à oeuvrer localement
pour diffuser nos idées et nos
pratiques.
Si vous aussi vous souhaitez créer localement
une initiative CNT-AIT, ou
rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à
prendre contact avec nous
par mail (contact@cntaittoulouse.lautre.net) ou
par courrier (CNT-AIT, 7
rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :
Déclarations de principes et statuts de la CNT-
AIT
[http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?
rubrique141](http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)
L'Anarchosyndicalisme en question et
Fédéréseau : [http://blog.cnt-ait.info/post/
Anarchosyndicalisme](http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme)

On se les caille à Maurepas !

Est-ce parce que Maurepas est réputé comme quartier chaud de Rennes ? Les habitants des logements sociaux sont privés de chauffage. Il fait 11 degrés avec du brouillard ! Les sociétés HLM ont lâché les ouvriers d'entretien qui avaient une réserve de pièces nécessaires pour les réparations et connaissaient par cœur leur parc, préférant sous-traiter l'entretien et la maintenance à des boîtes privées. Aujourd'hui ces boîtes privées s'en tapent complètement de la clientèle pauvre ... Voilà la corruption des pouvoirs publics : beaucoup de beaux mots (surtout en période électorale) mais après ils ne sont pas là où on a besoin d'eux, n'est-ce pas ?

Même seul on peut agir dans sa boîte !

J'essaie de participer à améliorer la vie de chacun autour de moi, je suis impliqué mais sans être élu au sein de mon entreprise pour des raisons justement critiques qui ont fait que la direction m'a écarté par le biais du suffrage sélectif. Je reste quand même très actif de par les dernières pétitions signées par tous les salariés (99% de signatures par pétition), ce qui fait de moi un travailleur gênant. Mes critiques formulées par ces pétitions sont soit pour défendre un de mes camarades, soit pour vouloir améliorer le quotidien des travailleurs ou encore pour dénoncer des réalités trop indécentes. J'avoue agir selon mes humeurs, spontanément donc incontrôlable ... Je prends souvent exemple sur les analyses, responsabilités et actes de la CNT-AIT car je constate qu'ils sont comme moi, défenseurs de la masse salariale majoritaire (mais censurée) et qu'ils ont des solutions. Dans le cas de cette publication, je l'ai reçu par mail directement car abonné à la liste de diffusion (<http://liste.cnt-ait.info>) C'est très bien de débattre mais c'est mieux effectivement d'agir mais à mon échelle, mon champ d'action est limité. J'ai un maître mot " Justesse ".

Michel B

A propos de la violence ...

Dans un numéro récent d'Anarchosyndicalisme, un compagnon a écrit « opposer à la violence de l'État, la violence populaire nous semble (sauf dans des circonstances exceptionnelles) très aventureux, voire suicidaire. » Je ne suis pas d'accord avec cela, j'ajouterai "à la violence de l'état et des organisations fascistes", le RN dont les fondations sont les mêmes malgré le ravalement de façade. Je pense qu'il faut tout faire pour ne pas créer dans la tête des gens et particulièrement notre classe, la classe ouvrière, l'illusion que par la non-violence nous pourrions arriver à créer un rapport de force. C'est comme si les élections, les pétitions etc... pouvaient changer quelque chose. La non-violence donc la non riposte aux agressions de l'état et des groupes identitaires, nationalistes ou fascistes ne fait que renforcer le pouvoir de ces mêmes organisations. C'est faire le jeu de l'état qui dès qu'il y a un pétard lancé, dit que c'est du terrorisme

Un militant de la CNT-AIT 03

[NDLR : Sur le débat sur la violence, cf. le texte « Entre violence et non-violence », à lire en ligne <https://cnt-ait.info/2019/03/21/entre-violence-et-non-violence>]

Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ...

Appel à nos lecteurs :

Tout d'abord

Merci pour votre fidélité à Anarchosyndicalisme le journal, comme toute presse écrite militante doit pour chaque numéro faire face à des difficultés de trésorerie. Tour de force contre vents et marées il parait son prix reste pour l'heure inchangé 2€ le numéro Mais paradoxalement, nous avons un lectorat fidèle à nos contenus qui nous donnent une crédibilité par la visibilité des valeurs et idées que nous affichons et est souvent cité depuis les six dernières années à l'extérieur.

Mais nous avons besoin de renouveler le matériel et le logiciel pour sa fabrication.

Deux ordinateurs portables sont nécessaires pour assurer la fabrication du journal et le fonctionnement en réseau de la CNT-AIT avec une communication optimum. Nous lançons donc un appel à don militant pour pouvoir continuer à vous livrer un journal de qualité. Et assurer une liaison nécessaire et indispensable de région à région,

Sentiments

Anarchosyndicalistes

Adresse de contact pour la réception des dons
CNT-AIT 7 rue Saint Rémésy
31000 Toulouse

contact@cntait.info

contact@ctaitoulouse.lautre.net

CALENDRIER SIA 2025

Le calendrier de SIA (Solidarité Internationale Antifasciste) est disponible. Cette année, le thème est consacré au Monde en Guerre. SIA a été créé en 1937 par la CNT-AIT espagnole, sa création répond aux impératifs humanitaires et solidaires de guerre civile en cours en Espagne, mais aussi à la nécessité de contrer l'omniprésence du SRI (Secours Rouge International).



SIA devient rapidement une organisation internationale et dès 1937, des sections nationales voient le jour dans de nombreux pays. En France, le Comité pour l'Espagne Libre devient la section française de SIA le 30 octobre 1937, autour de Louis Lecoin, Nicolas Faucier, Jean Roumilhac, Paul Reclus, le jeune Edgar Morin... Georges Orwell est membre de SIA en Grande Bretagne ainsi qu'Emma Goldman, ... SIA Section française, interdite par la République française dès 1939, est recrée, dès la Libération, à Toulouse en novembre 1944. Depuis SIA continue sans relâche son labeur de solidarité et de fraternité avec tous les exilés et les réfugiés victimes de tous les fascismes. Pour financer ses actions de solidarité, SIA ne peut compter que sur les dons et sur la vente des calendriers. N'hésitez pas à commander le vôtre en nous écrivant ou à passer au Local 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE, lors d'une permanence d'un samedi après-midi entre 17h et 19h. Les calendriers sont en vente au prix de 10 euros minimum.

SOLIDARITE AVEC L'ANTRE D'EUX ET AVEC LES MINEURS ISOLÉS

L'Antre d'Eux est une association du Tarn qui agit en solidarité avec les mineurs migrants isolés. Ils ont lancé un appel à la solidarité pour pouvoir acheter la Maison Blanche de Gaillac, maison collective et autogérée, qui accueille actuellement en permanence 5 jeunes étrangers en attente de reconnaissance de leur minorité par l'Etat français. La CNT-AIT de Montauban, qui soutient l'Antre deux depuis le début, a décidé de donner 500 euros en solidarité. Si vous aussi vous souhaitez contribuer, n'hésitez pas à contacter notre syndicat de Montauban (montauban@cnt-ait.info) ou directement l'Antre d'Eux (lantreux81@gmail.com) ou <https://www.helloasso.com/associations/la-fonciere-antidote/collectes/la-maison-blanche-de-l-antre-toit>

Création d'une initiative CNT-AIT dans le 91 (Essonne)

Les compagnes et compagnons et les sympathisants de l'Essonne ont décidé de créer une initiative CNT-AIT dans le département. Si vous habitez le département et que vous souhaitez les contacter, écrire à essonne@cnt-ait.info

PERPIGNAN SOLIDAIRE DES VICTIMES DES INONDATIONS A VALENCIA

Des compagnes et compagnons de la CNT-AIT de Perpignan ont participé à une brigade populaire à València suite aux inondations. Malgré la situation dramatique, la solidarité a permis de lier des liens forts. Nous avons aidé un athénée d'un quartier vraiment dévasté. Nous pensons que nous y reviendront car il reste beaucoup à faire" perpignan@cnt-ait.info



Nous venons d'éditer une nouvelle série d'autocollants rouges et noirs, du plus magnifique effet pour égayer les rues de vos villes et quartiers. Plusieurs modèles sont disponibles (en plus des 3 présentés ici). Nous demander la liste complète par mail (contact@cnt-ait.info) Nous les envoyons par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires.



Débat « DES ANARCHISTES DANS LA GUERRILLA ANTI-FRANQUISTE »

Même si Franco a dans un discours le 1er avril 1939, annoncé la fin de la guerre civile en Espagne (1936-1939), des mouvements de guérilla ont continué la lutte armée contre son régime dictatorial fasciste, et ce pratiquement jusqu'à la fin de la dictature (1975). Ce 23 septembre, la CNT-AIT avec la participation de SIA, nous recevions au Local de Toulouse le militant anarchiste espagnol Chowy qui anime un site internet « ni cautivos, ni desarmados » (<https://www.elsaltodiario.com/ni-cautivos-ni-desarmados>), cherchant à perpétuer la mémoire de ces nombreux et courageux guerrilleros. Bien qu'organisé un lundi, pour profiter de la présence du compagnon de passage à Toulouse, nous nous sommes retrouvés, descendants de réfugiés espagnols, militants anarchosyndicalistes ou simples curieux, pour discuter de l'histoire de ces guerrilleros et des enjeux de mémoire associés.



Après que Chowy nous ait commenté un diaporama constitué de documents d'époque (photos, cartes, courriers, affiches) un débat animé s'est engagé entre les participants. Les mouvements de guérilla dans l'Espagne franquiste ont été principalement animés par des militants anarchistes affiliés ou proches de la CNT-AIT ou par des militants communistes. Chacun de ces mouvements avaient leurs zones d'influence et d'action, mais tous ont été pourchassés avec la même sauvagerie par le régime franquiste. Or tout un courant de pensée, lié au marxisme ou à la social-démocratie et motivé par des visées électoralistes, cherche aujourd'hui à s'attribuer pour lui seul les mérites de la résistance au franquisme en caricaturant ou oubliant systématiquement tous ceux qui ne combattaient pas sous la bannière communiste. La perpétuation sans révisionnisme ni angélisme de la mémoire du passé récent de l'Espagne révolutionnaire est un point essentiel pour la transmission aux générations à venir.

La CNT y la Nueva Economía de Miguel Gómez

Le livre présente une image générale du rôle de la CNT sur le plan économique tout au long de la guerre. Il n'entre pas dans les détails des phénomènes concrets, mais sur le processus général dans chacune des régions. Et il le présente de manière ordonnée et très compréhensible.

Comme principales réalisations, je pense qu'il sert surtout de réponse à deux mythes très ancrés dans l'imaginaire du mouvement libertaire. Le premier d'entre eux est le concept du "court été de l'anarchie". L'auteur nous parle d'un processus qui ne se consolide ni à l'été 36 ni n'atteint son apogée à ce moment-là. Le deuxième mythe qu'il combat est une lecture qui nous vient de l'extérieur, d'un portrait de la CNT réalisé par les républicains libéraux et le PCE : celui du syndicat comme une organisation intransigeante et victime d'une idéologie utopiste et éloignée de la réalité. L'auteur nous présente comment l'organisation syndicale a été capable d'adapter ses positions de manière drastique à plusieurs reprises, tant sur le plan politique qu'économique. La CNT était une organisation mature, capable de s'adapter aux réalités concrètes que le contexte de guerre et la cohabitation avec d'autres forces politiques (qui pour certaines ont usé de leur pouvoir pour nuire aux réalisations révolutionnaires comme l'explique l'auteur) lui imposaient. Le livre nous montre également la manière dont laquelle les théories syndicalistes révolutionnaires françaises et communistes libertaires espagnoles d'avant-guerre ont influencé la Confédération dans sa gestion économique durant la guerre. Bref, c'est un ouvrage intéressant qui permet de nous montrer à la fois l'ampleur de l'œuvre constructive de la CNT sur le plan économique durant les trois années de guerre et à la fois les différents problèmes, défis et bâtons dans les roues qui ont été posés à la Confédération pour la réalisation de son œuvre et comment celle-ci s'est adaptée de manière pragmatique à cette situation pour tenter de maintenir et développer un maximum son modèle de socialisme basé sur la démocratie ouvrière et l'autogestion.



Un ami de la CNT-AIT

18●●●●International●

suite courrier des lecteurs P.15 - **Une vie de chiens (errants)**

Quand on travaille dans les services sociaux, on rencontre parfois – et de plus en plus souvent - des personnes qui vivent des situations insupportables. Ainsi par exemple le cas où les personnes migrantes viennent chercher leur argent liquide. Certains, pour des raisons diverses (état de santé physique ou mentale, parcours de vie destructeur, confort parfois) souhaitent seulement vivre (ou plutôt survivre) avec les aides. La plupart d'entre-eux ont des permis de séjour pour une année renouvelable. Leur situation est donc malgré tout très précaire et souvent ils baissent les bras.

Mais il y a aussi de nombreux cas, non exceptionnels, de personnes qui font le maximum pour s'en sortir et que le système entrave terriblement sans raison apparente. C'est le cas, par exemple de cet afghan devenu sourd suite à des coups reçus à l'école dans son pays d'origine. Malgré un appareillage spécial il entend très mal et ne peut être opéré. Malgré cela il a appris et parle très bien le français, il souhaite travailler et accepterait n'importe quel boulot

(agroalimentaire, maraîchage etc...) Mais il n'a droit à des papiers que pour 3 mois qu'il doit faire renouveler à chaque fois.

Mêmes conditions pour ce géorgien qui – bien que bègue – parle lui aussi bien français, si ce n'est son important bégaiement. Lui aussi cherche désespérément du boulot. Parfois aussi des personnes qui présentent des papiers en très mauvais état, humides, car ils vivent dans des tentes. Des personnes du CCAS essaient au maximum de les aider dans leurs démarches. Des renseignements facilement consultables sur Google ne leur ont même pas été donnés par des travailleurs sociaux dont c'est le travail.

Des collègues du service, mais n'ayant pas contact avec les « bénéficiaires » ne comprennent pas que des membres du personnel prennent de leur temps pour essayer d'aider ou renseigner. Bien sûr ces collègues ne voient pas les larmes dans les yeux des demandeurs. Mais quand bien même, ce sont de bons petits fonctionnaires, fonctionnant comme on ne leur demande rien de plus ...

Une travailleuse des services sociaux.

CENTRE FERMÉ : NI A JUMET, NI AILLEURS !

A Charleroi, en Belgique, en début d'automne s'est tenue une manifestation contre l'enfermement des personnes sans-papiers. Le date est symboliquement très chargée, puisqu'il y a 26 ans, en 1998, Semira Adamu, jeune nigériane fuyant un mariage forcé, perdait la vie étouffée par les gendarmes qui l'escortaient lors de sa sixième tentative d'expulsion, alors qu'elle était détenue au centre fermé bruxellois « 127bis ».

« Un drame dont il est urgent de se rappeler aujourd'hui », explique une des organisatrices.

En effet, à Jumet, à côté de Charleroi, le gouvernement prévoit la construction d'ici 2028 d'un centre fermé de 200 places au total, ce qui en ferait le plus grand centre de détention dite administrative de Belgique. Les centres fermés détiennent des personnes pour cause de « situation administrative irrégulière » en vue de les déporter hors du territoire national par avion, de force dans la plupart des cas. Ces dispositifs de détention furent implantés en Belgique à l'entrée de l'extrême droite au Parlement dans les années nonante. Aujourd'hui, on en dénombre 6 en Belgique, et les gouvernements successifs prévoient d'en construire d'autres encore.

Les budgets déployés pour exécuter ces traitements inhumains sont astronomiques (le budget prévu est de 40 millions rien que pour la construction du centre fermé de Jumet).

L'ensemble de ce système de détention-expulsion, d'une grande violence physique et psychologique, pousse les personnes à bout. Depuis la construction des premiers centres fermés, de nombreuses personnes y ont trouvé la mort.

L'État belge a par ailleurs été condamné à plus de 8000 reprises pour non-respect du droit fondamental de l'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile.

Par le passé, les autorités locales (PS, écologistes et Parti de la droite chrétienne) s'étaient positionnées en désaccord avec ce projet de construction de centre fermé. Après de premières mobilisations en 2018, le projet avait provisoirement été mis de côté. En 2024, le voilà de nouveau à l'ordre du jour, avec l'introduction d'une nouvelle demande de permis d'urbanisme.

Dans un contexte de montée des idées d'extrême droite partout en Europe, c'est afin de faire entendre des voix solidaires des personnes en exil que s'est tenue cette manifestation.

Les manifestants n'acceptent pas la construction d'un centre fermé à Jumet, ils et elles refusent l'incarcération et la déportation de milliers de personnes pour la seule raison qu'elles n'ont pas les papiers requis par l'État.

« Nous refusons que d'autres personnes périssent dans les centres fermés, durant les traques, les expulsions forcées, nous refusons que les frontières tuent et violentent en silence. Les dispositifs inhumains et meurtriers que sont les centres fermés doivent disparaître, pas question d'en construire de nouveaux ! » témoignent les organisateurs.

Correspondant local d'Anarchosyndicalisme !



Inondations en Espagne : comment le capitalisme aggrave le désastre.

La « normalité capitaliste » est le problème, pas la solution !

Déclaration de la Confédération Régionale Levante de la CNT-AIT d'Espagne

Nous sommes horrifiés par le niveau de morts et de destructions que la catastrophe DANA du mardi 29 octobre dernier a provoqué dans le Centre-Est de l'Espagne. Nous transmettons nos condoléances à tous les parents et amis des défunt. Nous espérons un rétablissement rapide de toutes les zones touchées et exigeons des améliorations adéquates face à la réalité climatique. Depuis certains de nos syndicats de la CNT-AIT, nous collaborons à la collecte des biens de première nécessité pour pouvoir les livrer le plus rapidement possible aux zones touchées ces jours-ci . La solidarité, le soutien mutuel et l'autogestion qui naissent spontanément de ces catastrophes montrent que la nature humaine n'a pas de racine égoïste comme voudraient nous le faire croire les ancrages de la culture capitaliste dominante.

Nous ne partageons cependant pas l'expression récurrente dans ces moments de « retour à la normale », car, comme dans d'autres crises, nous soulignons que la soi-disant « normalité » est le problème.

La situation climatique elle-même est en grande partie une conséquence directe de notre activité économique mondiale ; le réchauffement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre nécessaires au maintien de la production et de la consommation capitalistes génère un changement climatique rapide, qui augmente à la fois la quantité et la force de ces phénomènes extrêmes. . Il s'agit d'un fait scientifiquement vérifié, mais activement marginalisé par les professionnels de la politique qui savent que, si la politique y répondait de manière cohérente, elle mettrait en danger la sacro-sainte croissance économique, dont dépendent les élites économiques ainsi que les États et leurs structures de pouvoir. L'euphémisme de « développement durable » promu par la social-démocratie et les libéraux ne cherche pas à réduire la croissance, qui est la seule formule efficace pour réduire les émissions et les déchets – même si nous sommes déjà en retard – mais plutôt à poursuivre la croissance capitaliste repeint sous un logo de couleur « verte », mais avec la même structure exploiteuse et polluante, changeant seulement la forme de production ou exportant les conséquences toxiques vers d'autres territoires.

La société ne considère pas non plus ce problème comme une priorité. Si on observe tant ses tendances politiques que les courants d'opinion plus ou moins populaires, il apparaît que la majorité de la société ignore ou minimise le problème. L'influence sociale des médias généralistes – et capitalistes – est évidente, qui cachent, confondent ou déforment la réalité, en faveur de la continuité du système dominant, dans cette crise et dans d'autres. L'influence particulière des réseaux sociaux ces derniers temps est aussi un élément aliénant de premier ordre, puisque leur dynamique a consacré l'opinion [et les émotions] au détriment de l'argumentation [et des débats], se transformant en un terrain fertile pour les charlatans de divers bords qui ont popularisé les théories les plus absurdes et nuisibles. Les réseaux sociaux ont mis en avant

politiquement et socialement beaucoup d'individus aux pensées misérables avec leurs « bons mots » (buzz) réactionnaires, ce qui convient bien au pouvoir capitaliste de base : nous maintenir dans l'ignorance par excès ou par manque d'information contribue à limiter le développement de la conscience. Sans aucun doute, être à la merci des médias – qu'ils soient classiques ou en ligne – éloigne les gens de la réalité objective, qui est celle que permet le contact réel et l'interaction avec ce qui est le plus proche et le plus existentiel : avec les voisins, avec les compagnons de travail ou de participation à la vie sociale, professionnelle ou environnementale, aux collectifs d'assemblées et de classe... Mais là où devraient se comparer et se discuter les problèmes qui sont communs à la classe sociale et au lieu où l'on, au contraire ne pas cultiver ces possibilités, c'est s'abandonner à la vulnérabilité intellectuelle qui permet la manipulation.

La suite à lire ici : <https://cnt-ait.info/2024/11/07/dana-cnt-ait-levante>

Note des traducteurs : On se souvient que déjà lors de la catastrophe de l'explosion de l'usine chimique d'AZF à Toulouse en 2001 ([AZF] ASSASSINS ! <https://cnt-ait.info/2001/10/15/azf-assassins>) ou lors de l'Ouragan Katarina en Louisiane en 2005 (PENDANT LA CATASTROPHE KATRINA : "AUTANT EN EMPORTE LE VENT" <https://cnt-ait.info/2005/12/01/pendant-katrina>), les mêmes scènes et la même politique de maintien de l'ordre établi était à l'oeuvre, montrant bien la caractère structurel du phénomène.

ENTRAIDE ET SOLIDARITE CONCRETE FACE A LA CATASTROPHE DES INONDATIONS

Comme souvent dans de pareilles catastrophes, spontanément la solidarité s'exprime pour venir au secours des personnes victimes de la catastrophe, et ce d'autant plus que l'Etat en général est la première chose qui disparaît dans ce genre de situation. (les expériences passées que ce soit l'explosion d'AZF à Toulouse ou lors de l'ouragan Katharina en Louisiane nous démontrent que l'Etat finit toujours par revenir mais en premier sous la forme de forces policières ou armées, plus que sous la forme de service de secours ...). Nos compagnons anarchosindicalistes de la CNT-AIT du Syndicat de Hellin, dans la région de Valence ont mis à disposition leur local de l'Ateneo Libertario (celui là même que la CIT a demandé à un tribunal de leur confisquer), pour recueillir des dons. Car avant d'être un sigle ou une boutique, l'anarchosindicalisme c'est surtout la solidarité en acte. Les compagnons de la CNT-AIT de grenade ont également ouvert leur local pour recevoir des dons en matériel et ont lancé une souscription. Enfin les anarchosindicalistes en Allemagne ont aussi participer à l'envoi de matériel aux sinistrés.

<https://cnt-ait.info/2024/11/07/espagne-entraide-dana>

La tribu et l'État : Une tentative d'analyse du conflit autoritaire au Soudan d'un point de vue anarchiste

La CNT-AIT a initié une campagne de solidarité avec les compagnons anarchistes du Soudan depuis l'éclatement de la guerre entre les milices RSF et l'armée Soudanaise en avril 2023. Les compagnons nous font part de leur analyse du conflit en cours. Si vous voulez participer à la campagne de solidarité, écrivez-nous ou allez sur la page internet : <https://cnt-ait.info/2024/08/20/soudan-continue/>

Ceci est une tentative de ma part d'expliquer le conflit autoritaire au Soudan de mon point de vue d'anarchiste né au Soudan, en m'appuyant sur ma connaissance de ses conflits.

Avant le colonialisme britannique, le Soudan ne connaissait pas d'État unifié mais plutôt constitué de petits États et royaumes gouvernés par des systèmes tribaux, ethniques ou claniques, tels que le Royaume de Wadai, les Nubiens, les royaumes des Monts Nouba et bien d'autres.

Le Soudan lui-même est divisé en régions qui présentent des différences culturelles et sociales importantes, ce qui le rend difficile à comparer avec tout autre État. Le nord du Soudan, par exemple, est habité par les vestiges des royaumes nubiens dont les populations partagent des liens culturels au-delà de la frontière avec l'Égypte, s'étendant jusqu'à Assouan. Dans l'est du Soudan, vous trouverez les tribus Beja, Beni Amer et Hadendowa, qui ont des liens profonds avec l'Érythrée et l'Éthiopie. Le Darfour, lui aussi, est divisé en régions du nord et du sud, avec des différences culturelles et ethniques importantes. Ces régions ont également des liens avec le Tchad et la République centrafricaine.

Les grands royaumes que les puissances coloniales ont tenté d'unifier à la recherche de richesses, compte tenu des richesses du Soudan en or et des terres fertiles propices à la culture du coton à l'époque, restent aujourd'hui au cœur des conflits internationaux sur les ressources soudanaises. Les puissances coloniales n'ont pas été en mesure d'assimiler ces communautés en une seule entité ; au lieu de cela, elles ont appliqué des politiques qui ont abouti à la séparation du nord et du sud, comme cela est encore évident aujourd'hui.

Tout cela montre que, malgré les révolutions qui ont cherché à expulser les colonisateurs et à unifier les royaumes et les communautés soudanaises, le système de contrôle tribal est resté dominant et en

contrôle jusqu'à ce jour. C'est l'une des perspectives anarchistes que nous allons essayer d'appliquer à notre réalité, en visant à la déconstruire à travers ce prisme.

Tribu et État

La tribu est une forme miniature d'autorité sociale qui possède sa propre culture autoritaire et est gouvernée par l'autorité d'un chef tribal, caractérisée par un transfert héréditaire de leadership dans la plupart des cas. Elle a été et continue d'être le principal obstacle à la transformation du peuple soudanais d'un centre de conflit tribal, de violence et d'immersion dans l'ignorance et le retard vers un stade meilleur.



Le colonialisme a contribué à façonner les hostilités entre tribus en distinguant certaines des autres et en les armant, en leur accordant l'autorité de l'État, ce qui a formé des coalitions complexes de divers groupes humains même sur les questions communautaires les plus simples.

La transition de la tribu à la nation n'a pas eu lieu au Soudan, nous laissant à un stade tardif d'avancement de l'auto-organisation. Même sous la forme de l'État moderne post-indépendance au

Soudan, les systèmes tribaux et les administrations locales contrôlent toujours l'État d'une manière ou d'une autre, ouvrant la voie à la propagation du racisme, des conflits tribaux et des guerres civiles.

Le problème contemporain du Soudan, exploité par les forces impérialistes pour contrôler sa position stratégique et ses vastes ressources, est la formation de mouvements armés et de milices sur la base de critères ethniques et raciaux dans le but de diviser et de fragmenter le pays pour en faciliter le contrôle. Aujourd'hui, nous constatons que le Soudan compte sept armées qui se battent entre elles, et ce n'est qu'une question de temps avant que le chaos n'engloutisse tout le pays ou qu'il ne se désintègre. Il est essentiel de combattre la mentalité tribale au sein de la population, tout comme il est important de lutter contre les idées nationalistes qui conduisent à des guerres civiles en cours.

A suivre ...

Un anarchiste du Soudan

